

## Ceta : la majorité resserre les rangs

**Isabelle Ficek**

[@IsabelleFicek](#)

### Les députés votent mercredi le projet de loi de ratification de l'accord commercial entre le Canada et l'UE.

« *Pas d'amalgame* » entre le Ceta et l'accord Mercosur. C'est l'un des messages portés ces derniers jours dans la majorité par les défenseurs du Ceta et, en tête, le rapporteur du projet de loi de ratification, le député LREM Jacques Maire.

La récente signature du traité de libre-échange entre les pays du Mercosur et Bruxelles est venue percuter le processus de ratification du Ceta et a

poussé à une opération « déminage » plus intense que prévu. Les députés sont appelés à voter le projet de loi de ratification mercredi.

Très contesté dans la majorité, l'accord Mercosur a semé le trouble. La semaine dernière, à l'occasion du feu vert donné au projet de loi de ratification du Ceta par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Jacques Maire, lors d'une conférence de presse, a tenté de rassurer sur le Ceta.

Il a assuré que « *le Ceta ne remet pas en cause le droit à légiférer ou le principe de précaution* ». Il a mis en avant le « veto climatique », qui doit protéger le droit des 28 Etats membres et du Canada à légiférer sur les

aspects sociaux, environnementaux et sanitaires. Une longue séquence y a été consacrée durant la réunion du groupe LREM la semaine dernière.

#### « Assurance-vie »

Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat chargé du dossier, défend, comme il l'a fait dans le « JDD » dimanche, un accord qu'il qualifie de « *sorte d'assurance-vie* » et qui, entré provisoirement en vigueur il y a deux ans, « *profite plus aujourd'hui à la France qu'au Canada* ». Au groupe Modem, qui débat ce mardi du dossier, « *une large majorité se dégage en faveur du texte* » selon son président, Patrick Mignola, qui souligne le travail réalisé pour ajouter des

« *études d'impact ex-post par des organismes indépendants, afin d'assurer un suivi de toutes les filières sensibles* ».

Cela ne devrait pas empêcher quelques abstentions dans la majorité, voire des oppositions comme celle du député Modem Richard Ramos. Le député (ex-LREM) Matthieu Orphelin veut, lui, enclencher une motion d'ajournement, soit un délai.

Les oppositions sont vent debout, de LFI à LR, invoquant des raisons environnementales, ou, comme LR, la filière bovine. De quoi, pour Jean-Baptiste Lemoyne, qui souligne un traité négocié sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, tacler un « *bal des reniements* ». ■